

PIÈCE N°1. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 001/AONO/BUNEC/CIPM/2026 du 09 MARS 2026 en vue de la réalisation des études techniques et architecturales du projet de construction de l'immeuble-siège du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC), en procédure d'urgence.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la réalisation des études techniques et architecturales pour les travaux de construction de l'immeuble-siège du BUNEC, le Directeur Général du BUNEC lance un Appel d'Offres National Ouvert.

2. Consistance des Prestations

La réalisation des études techniques et architecturales pour le projet de construction de l'immeuble-siège du BUNEC dont les caractéristiques techniques sont listées dans la Pièce N°5 du DAO.

A cet effet, le consultant devra produire :

- l'Avant-projet sommaire (APS) ;
- l'Avant-projet détaillé ;
- les Spécifications Techniques détaillées et projet d'exécution des ouvrages ;
- le Dossier d'Appel d'Offres des travaux ;
- le rapport géotechnique résultant de l'étude du sol ;
- le rapport de l'étude d'impact environnemental et social.

3. Tranches/Allotissement

La réalisation des études, objet du présent Appel d'Offres est regroupé en un *seul lot*.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel, à l'issue des études préalables est de cent millions (100 000 000) de FCFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des études techniques et architecturales pour la construction de l'immeuble –siège du BUNEC objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

Le présent Avis d'Appel d'Offres s'adresse aux entreprises installées au Cameroun disposant des ressources humaines nécessaires et justifiant d'une expertise avérée, dans la réalisation des prestations similaires, et des entreprises retenues dans le cadre de la catégorisation.

De manière spécifique, les qualifications ci-après sont requises :

- être un cabinet d'architecture installé au Cameroun ;
- disposer de l'agrément de l'Ordre National des Architectes du Cameroun ;



- justifier des capacités administratives, techniques et financières requises ;
- présenter un dossier administratif conforme aux spécifications de l'avis ;
- disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;
- justifier d'une bonne expérience dans la réalisation des projets similaires.

7. Financement

Les prestations objet du présent Dossier de Consultation sont financées par Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), exercice 2026, imputation budgétaire N°**602729132000005133464100**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet appel d'offres est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Le soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, acquittée à la main, et timbrée délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la Pièce N°14 du DAO dont le montant s'élève à **deux millions (2000 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Ledit cautionnement devra être accompagné du récépissé délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC) conformément à la Circulaire N°000019 du 05 juin 2024.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par le soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction Générale du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC), Direction des Affaires Administratives et Financières, Sous-direction des Ressources Financières et Matérielles, Services des Marchés et des Approvisionnements sise à Yaoundé à la nouvelle route bastos, porte 201, BP : 15 317, téléphone : 697 61 69 56 / 237 222 22 63 44 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme **COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction Générale du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC), Direction des Affaires Administratives et Financières, Sous-direction des Ressources Financières et Matérielles, Services des Marchés et des Approvisionnements sise à Yaoundé à la nouvelle route bastos, porte 201, BP : 15317 téléphone : 697



61 69 56 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent milles (100 000) francs CFA, payable à la BICEC au profit du « **Compte Spécial CAS-ARMP** »

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par la présentation d'une quittance attestant le versement d'un montant de 100 mille dans le compte d'affectation spécial ARMP.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais, elles devront être présentées sous trois enveloppes distinctes présentées comme suit :

- Enveloppe A- Volume I : Dossier Administratif ;
- Enveloppe B- Volume II : Offre Technique ;
- Enveloppe C-Volume III : Offre Financière.

- Pour la soumission, elle se fera en ligne l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis avec la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 004/AONO/BUNEC/CIPM/2026 du 09 MAI 2026 en vue de la réalisation des études techniques et architecturales du projet de construction de l'immeuble-siège du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC).

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO** pour l'Offre Administrative ;
- **15 MO** pour l'Offre Technique ;
- **5 MO** pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- l'offre uniquement en copies noires ;



- l'offre physique.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics. Ledit cautionnement devra être accompagné du récépissé délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC) conformément à la Circulaire n° 000019 du 5 juin 2024.

Ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture de tous les plis se fait en deux temps en présence des soumissionnaires concernés ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les soumissionnaires ou leurs représentants qui sont présents signeront une feuille de présence attestant leur présence.

L'ouverture des dossiers administratifs et les dossiers techniques aura lieu le **1.5 JUIN 2026** à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du BUNEC dans la salle des réunions de la Direction Générale du Bureau National de l'Etat Civil, sise à Yaoundé nouvelle route bastos.

L'ouverture des offres financières des candidats ayant obtenu la note minimale requise aura lieu à une date ultérieure.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis à l'exception de la caution de soumission après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Ces critères sont constitués de 2 types

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- 1- l'absence du cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main à l'ouverture des plis;
- 2- la non-production au-delà du délai de 48h à compter de l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- 3- la présence de fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- 4- la note technique inférieure à 70points sur 100 des critères essentiels ;
- 5- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;



- 6- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- 7- la présence d'informations financières dans l'offre administrative et technique ;
- 8- Non-respect du format de fichiers des offres ;
- 9- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- 10- l'absence de l'attestation de catégorisation ;
- 11- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 12- Du non-respect du profil de chef de mission
- 13- note inférieure à 15/20 dans la compréhension de la mission ;
- 14- Preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et TDRS) paraphés et signés ;

15.2-Critères essentiels¹

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

	DESIGNATION	NOTATION
A	Présentation du dossier	05 points
B	Compréhension de la mission	20 points
C	Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	16 points
D	Qualification et expérience de la personne-clé	49 points
E	Moyens matériels et logistiques	05 points
F	Solvabilité et capacité financière	05 points
TOTAL		100 points

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la mieux-disante.

17. Nombre maximum de lots

Lot unique.

18. Durée de validité des offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date du dépôt des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale du Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC), Direction des Affaires Administratives et Financières, Sous-direction des Ressources Financières et Matérielles, Services des Marchés et des Approvisionnements sise à Yaoundé à la nouvelle route bastos, porte 201 BP 15 317, téléphone 697 61 69 56 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.



20. organe à contacter en cas de corruption

pour tout acte de corruption avérée, bien vouloir contacter la commission Nationale Anticorruption (CONAC), numéro vert 1517/651649194/658262682.

Copies

- ARMP (pour publication et archivage) ;
- **Président CIPM concerné .**

LE DIRECTEUR GENERAL

09 MAI 2026



Homo Alexandre Mamo

TENDER NOTICE



INVITATION TO TENDER

National Open Invitation to Tender under emergency procedure No. 304/AONO/BUNEC/CIPM/2026 of 9th - May - 2026 for carrying out the technical and architectural studies for the construction project of the headquarters building of the National Civil Status Registration Office (BUNEC)).

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the technical and architectural design work for the construction of BUNEC's headquarters, the General Manager of BUNEC is launching a national invitation to tender.

2. Consistency of the Services

The execution of technical and architectural studies for the construction project of BUNEC's headquarters building, the technical specifications of which are listed in Document No. 5 of the Tender File.

To this effect, the consultant must present:

- the Preliminary Design (PD) ;
- the detailed preliminary design;
- the detailed technical specifications and construction project plans;
- the tender File for the works;
- the geotechnical report resulting from the ground investigation;
- the report of the environmental and social impact study.

3. Batches/Allotments

The studies covered by this invitation of invitation to tender is grouped into a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost, following the preliminary studies, is one hundred million (100,000,000) CFA francs including VAT.

5. Estimated execution time

The maximum execution time planned by the project owner for carrying out the technical and architectural studies for the construction of the headquarters building of the National Civil Status Registration Office (BUNEC), which is the subject of this Invitation to Tender, is three (03) calendar months.

This timeframe runs from the date of notification of the service order to start the works.



6. Participation and origin

This Invitation to Tender is addressed to companies based in Cameroon that have the necessary human resources and can demonstrate proven expertise in the provision of similar services, and to companies selected under the categorisation process.

Specifically, the following qualifications are required:

- be an architectural firm established in Cameroon;
- be accredited by the National Order of Architects of Cameroon;
- demonstrate the necessary administrative, technical and financial capacity;
- submit administrative document in accordance with the specifications of the notice;
- have the equipment and staff required to carry out the services;
- demonstrate sound experience in the delivery of similar projects.

7. Funding

The services covered by this Tender Document are funded by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Decentralisation and Local Development (MINDDEVEL) for the 2026 financial year, budgetary allocation No. **602729132000005133464100**.

8. Submission procedure

The submission method chosen for this Invitation to Tenders is the online mode.

9. Bid bond

The tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, signed by hand and stamped, issued by a body or financial institution authorised by the Minister of finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is set out in Document No. 14 of the Tender File, in the amount of **two million (2,000,000) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders.

The said guarantee must be accompanied by the receipt issued by the Cameroon Deposit and Consignment Fund (CDCF) in accordance with Circular No. 000019 of 5 June 2024.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A bid bond presented by the tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical tender file may be consulted during working hours in the services of the project owner, at the Directorate General of the National Civil Status Registration Office (BUNEC), Department of Administrative and Financial Affairs, Sub-Directorate of Financial and Material Resources, Contracts and Procurement Services, located in Yaounde, Bastos New Road, door 201, PO Box: 15 317, telephone: 697 61 69 56 / 237 222 22 63 44, upon publication of this notice.



It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and on the ARMP website (www.armac.cm).

11. acquisition of the tender file

The hard copy of the Tender File may be obtained during working hours at the Directorate General of the National Civil Status Registration Office (BUNEC), Department of Administrative and Financial Affairs, Sub-Directorate of Financial and Material Resources, Contracts and Procurement Services, located in Yaounde, Bastos new road, door 201, PO Box: 15317, telephone: 697 61 69 56, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable amount of **one hundred thousand (100,000) CFA francs** representing the purchase costs of the DAO, payable to **BICEC into the 'CAS-ARMP Special Account'**

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading them free of charge from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is subject to the presentation of a receipt confirming payment of 100,000 CFA francs into the special ARMP account

12. Submission of bids

Each bid must be written in French or English and submitted in three separate envelopes, arranged as follows :

- Envelope A – Volume I: Administrative Documents;
- Envelope B – Volume II: Technical offer;
- Envelope C – Volume III: Financial offer.

- Bids must be submitted online, the bidder must upload the bid via the COLEPS platform. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly marked “backup copy”, in addition to the above, within the specified deadline, with the following note:

National Open Invitation to Tender under emergency procedure No. 004/AONO/BUNEC/CIPM/2026 of *gite - 1704-2016* for carrying out the technical and architectural studies for the construction project of the headquarters building of the National Civil Status Registration Office (BUNEC).

Files size and format

For online submissions, the maximum files sizes for documents to be uploaded via the platform and forming part of the tenderer's bid are as follows :

- **5 MB** for the Administrative offer;
- **15 MB** for the Technical offer;
- **5 MB** for the Financial offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for textual documents ;
- JPEG for images.



The candidate should ensure they use compression software to reduce the size of any files to be sent.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be deemed inadmissible by the project owner:

- bids received after the deadline for submission;
- bids that do not comply with the tendering procedure;
- bids submitted solely in black copies;
- physical copies of the bid.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. This includes, in particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister of finance to issue bonds in the field of public procurement. The said bond must be accompanied by the receipt issued by the Cameroon's Deposit and Consignment Fund (CDCF) in accordance with Circular No. 000019 of 5 June 2024.

Failure to comply with the document templates in the Tender File will result in the outright rejection of the tender, with no right of appeal. A bid bond that has been submitted but is unrelated to the tender in question shall be deemed not to have been submitted. A bid bond submitted by a tenderer during the envelope opening session shall be deemed inadmissible.

14. Opening of bids

All bids will be opened in two stages in the presence of the tenderers concerned or their duly authorised representatives.

Tenderers or their representatives who are present will sign an attendance sheet to confirm their attendance.

The opening of the administrative and technical offers will take place on **15th June 2024** at 13:00 by the Internal Procurement Commission at BUNEC in the conference hall of the Directorate General of the National Civil Status Registration Office, located at Yaoundé, Bastos new road.

The opening of the financial offers of candidates who have obtained the minimum required score will take place later.

Under penalty of rejection; the documents required for the administrative file must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the bids or have been issued after the date of signature of the invitation to Tender.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the opening of bids, with the exception of the bid bond, the tender will be rejected unless the Commission grants a 48-hour extension.

15. Evaluation criteria



These criteria consist of two types :

15.1- Elimination criteria

These include :

- 1- the absence of a stamped and manually endorsed bid bond at the time of opening the bid;
- 2- failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, any document from the administrative file, with the exception of the bid bond;
- 3- the presence of false statements, fraudulent practices or falsification of documents;
- 4- a technical score of less than 70 out of 100 for the essential criteria;
- 5- the absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 6- the absence of a component of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
- 7- the inclusion of financial information in the administrative and technical offer;
- 8- failure to comply with the file format for tenders;
- 9- the absence of a sworn statement confirming that no contracts have been abandoned in the last three years;
- 10- the absence of the categorisation certificate
- 11- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- 12- Failure to comply with the project manager's profile
- 13- a score of less than 15/20 in understanding the project;
- 14- Evidence of acceptance of the contract terms (CCAP and TDRS), initialled and signed;

15.2- Essential criteria ²

Technical offers will be assessed on a 100-point scale based on the criteria set out below:

	DESCRIPTION	Score
A	Presentation of the tender File	05 points
B	Understanding of the scope of work	20 points
C	The bidder's references in the provision of similar services	16 points
D	Qualifications and experience of the key person	49 points
E	Material and logistical resources	05 points
F	Solvency and financial capacity	05 points
TOTAL		100 points

16. Attribution

The Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the best value bidder.

17. Maximum number of lots

Single Lot.

18. Validity period of offers

The bidder remains bound by its bids for ninety (90) days from the date of submission of the bids.



19. Additional information

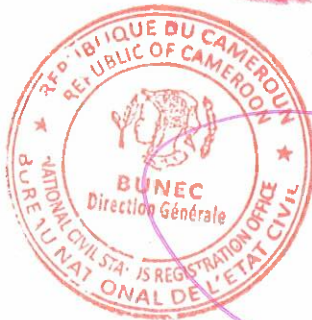
Further information can be obtained during working hours from the General Directorate of the National Civil Status Registration Office (BUNEC), Department of Administrative and Financial Affairs, Sub-Directorate of Financial and Material Resources, Contracts and Procurement Services, located in Yaounde, bastos new road, door 201, PO Box: 15317, telephone 697 61 69 56, or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. BODY TO CONTACT IN CASE OF CORRUPTION

For any proven act of corruption, please contact the National Anti-Corruption Commission (CONAC), toll-free number 1517/651649194/658262682.

Copies:

- ARMP (for publication and archiving);
- the CIPM President concerned

LE DIRECTEUR GENERAL**09 MAI 2026***Yomo Alexandre Marie*